

QUELQUES ENSEIGNEMENTS TOUJOURS ACTUELS DE MAI 68

Dix ans après le formidable mouvement de mai 68, le souvenir de la plus massive grève de l'histoire de France, de l'espoir du changement réel qu'elle portait reste vivace dans la mémoire de la classe ouvrière. Mais, comme on dit : l'esprit de mai paraît bien loin. L'Espoir a été trahi. Et il a souvent fait place au découragement. L'échec de mars 78 n'a rien arrangé...

Et pourtant. Mai 68 a apporté un démenti cinglant à tous ceux qui osaient affirmer que le rôle révolutionnaire de la classe ouvrière était dépassé. La classe ouvrière a montré au contraire sa formidable force. Elle a montré qu'elle était la force décisive, fondamentale, dans tout affrontement sérieux avec la bourgeoisie. Les étudiants de 68 ont été obligés de l'apprendre quand, après avoir contesté l'université, manifesté, affronté violemment les flics, ils ont senti que seuls ils ne pouvaient rien et qu'ils se sont tournés vers les usines.

Pas de changement possible sans cette force qui est au cœur même de la production, qui représente l'avenir, la possibilité de libérer toute l'humanité : voilà la première leçon de 68.

Tout mouvement politique de masse qui bouleverse et met en branle l'ensemble des couches et classes d'une société est une école incomparable pour comprendre les rouages de la société, son mouvement, ses mécanismes.

L'étude du mouvement de 68 et de ses suites doit être une arme pour la classe ouvrière dans sa lutte. Lui montrer ses amis, ses ennemis, l'aider à mieux comprendre ses tâches. Il n'est pas possible dans un seul article de reprendre toute l'histoire de cette gigantesque grève politique, ni d'en tirer tous les enseignements. Mais nous voudrions ici insister sur l'aspect le plus fondamental pour la classe ouvrière de France aujourd'hui : le rôle des organisations réformistes et petites bourgeoises qui prétendent la diriger, qui prétendent représenter ses intérêts tout en trahissant le marxisme-léninisme.

Qu'ont-ils fait en 68 ? Le PCF a ouvertement trahi la classe ouvrière. Les autres, ceux que la bourgeoisie appelle *les gauchistes*, ont été incapables de lutter véritablement contre la trahison du PCF.

Incapables de diriger la classe ouvrière vers la victoire - ou au moins de faire progresser la conscience révolutionnaire, d'opposer à la ligne bourgeoise du PC une ligne prolétarienne. De matérialiser la rupture qui commençait à se produire, par la construction d'une véritable organisation de classe du prolétariat, d'un nouveau parti communiste.

En avril 68, la classe ouvrière n'avait pas de parti. Beaucoup d'organisations prétendaient l'être. Mais elles ont toutes fait la preuve que leur rupture avec le révisionnisme n'était pas encore suffisamment réelle. Car si cette rupture avait été claire, nul doute que l'organisation - même embryonnaire - porteuse d'une ligne politique juste, se serait considérablement renforcée au cours d'un mouvement où la politique devenait l'affaire de tous. Où de larges fractions de la classe ouvrière posaient directement les problèmes de la révolution, du renversement de ce système d'exploitation.

Or, les faits sont là. Certaines organisations - comme la Gauche Prolétarienne - n'ont pas survécu à mai 68 ou à ses suites directes. D'autres, comme la Ligue communiste et autres trotskystes ont une fois de plus démontré qu'elles n'étaient que des appendices du PC. D'autres enfin - comme le PCMLF - ont réussi à sauvegarder leur sigle et une apparence de continuité. Mais au prix de retournements de ligne permanents, de scissions, de querelles de sectes sans fins. Sans pour autant renforcer leur influence dans la classe ouvrière.

Ainsi, dans la formidable explosion d'enthousiasme et de lumière de la révolte de mai 68, il y a ce point noir : la classe ouvrière, faute d'avoir un parti à elle et de solides organisations de lutte de classe, n'a pu

en profiter pour faire un grand bond en avant pour s'organiser en une immense force révolutionnaire. Il y a ce point noir de l'échec des tentatives de reconstruction de ce parti, - à cause de la mainmise sur les premières organisations marxistes-léninistes d'une nuée de petits bourgeois opportunistes (échec tempéré néanmoins par le travail de petits cercles ml¹ qui ont maintenu et développé la lutte contre l'opportunisme et qui ont abouti à l'existence aujourd'hui d'une organisation comme "Pour le Parti" qui travaille à abattre pied à pied l'influence révisionniste et à reconstruire le Parti).

Pour le PC un seul but en 68: garder le contrôle de la classe ouvrière

1968 a apporté à beaucoup d'ouvriers un sentiment plus ou moins conscient, confus, mais réel: le PC ne défend plus les intérêts de la classe ouvrière et du socialisme. Beaucoup ont pu alors dénoncer la CGT, rompre même violemment avec elle. Cette rupture a été souvent douloureuse. Mais, faute d'autre perspective, elle est restée souvent partielle et n'a débouché que sur de fausses alternatives ou sur un découragement.

Et il faut bien constater dix ans après que l'immense majorité de la classe ouvrière est encore dominée par l'idée révisionniste que la réforme progressive du capitalisme est une voie possible de changement. On parle certes de nécessité de faire la révolution, de changer cette société pourrie. L'autogestion a pu apparaître à certains comme une rupture, une autre voie, elle a finalement révélé qu'elle n'était qu'un sous-produit du révisionnisme, d'ailleurs ouvertement récupéré par lui.

Malgré toutes les trahisons, on ne peut pas dire que beaucoup d'ouvriers ont renoué avec le seul point de vue juste, le point de vue prolétarien: le point de vue qui affirme la nécessité pour la classe ouvrière de s'organiser, pour mener une lutte de classe implacable, pour détruire l'Etat bourgeois et le remplacer par un Etat socialiste. Pour imposer la direction du prolétariat en armes - seul capable de diriger la construction du socialisme, d'éliminer toute exploitation de l'homme par l'homme, de libérer toute l'humanité.

Ce point de vue prolétarien n'a pas encore été capable de s'imposer de façon convaincante, enthousiasmante à une fraction large de la classe ouvrière.

Tirer la leçon de mai 68, c'est comprendre le révisionnisme, pour mieux le combattre. Quelle a été la tactique du PC en 68 ?

Du début à la fin du mouvement, et bien entendu depuis, le PC n'a eu qu'une seule préoccupation: garder le contrôle, la direction de la classe ouvrière, car C'EST CE QUI JUSTIFIE SON EXISTENCE MEME.

Comme nous l'avons largement expliqué², le PCF est un parti bourgeois de réformes sociales. Mais ce qui fonde son existence, ce qui justifie qu'il ne peut pas encore fusionner avec d'autres partis bourgeois comme le PS, c'est qu'il doit jouer son rôle de chien de garde du capitalisme AU COEUR MEME DE LA CLASSE OUVRIERE.

Voyons les faits et comment cette stratégie permanente s'est adaptée au fil des événements de 68 et a pu prendre différentes formes tactiques, qui ont parfois trompé des éléments révolutionnaires honnêtes, mais pas suffisamment conscients pour en comprendre le fond.

Cela s'est fait en plusieurs temps :

. Au début, le PC a cherché à empêcher tout mouvement de la classe ouvrière, à empêcher que les étudiants, entrés en ébullition et montrant certaines faiblesses de la bourgeoisie, ne donnent de "mauvaises" idées aux ouvriers. Car 68 avait des racines : en 67-68, la classe ouvrière avait commencé à renouer avec certaines formes de luttes radicales qui ne satisfaisaient guère la bourgeoisie. En

¹ Comme l'Eveil, Ligne Rouge et d'autres, qui ont fait les premiers efforts de restaurer le marxisme-léninisme en France à la suite du MCF (ml) des années 60.

² Voir la brochure de PLP: «le PCF un parti social-démocrate»

témoignent le renouveau des séquestrations, et certaines grèves longues et dures sur des revendications nouvelles. Si ce mouvement se développait et profitait du désordre et des coups portés par le mouvement étudiant dans les forces bourgeoises, il devenait plus difficile au PC de l'encadrer, de le contrôler.

C'est pourquoi le PC cherche avant tout à jeter le discrédit sur le mouvement étudiant. Il n'y va pas avec le dos de la cuillère... Un exemple entre d'autres: Georges Marchais, dans son éditorial du 3 mai de l'Humanité, déclare: *«Ces faux révolutionnaires doivent être énergiquement démasqués car, objectivement, ils servent les intérêts du pouvoir gaulliste et des grands monopoles capitalistes...»*

. Mais cette tactique ne paye pas. Malgré tout son poids, son appareil, sa presse, le révisionnisme ne peut empêcher les contradictions du capitalisme d'exister. Il ne peut gommer la violence de l'exploitation, ni la force de la révolte. Il ne peut non plus rayer de la mémoire de la classe ouvrière le souvenir de ses grandes luttes. Et quand, pour s'opposer à la violence policière de l'Etat, les étudiants se mettent à construire des barricades en plein Paris, cette mémoire se réveille. Les ouvriers emboîtent le pas aux étudiants. La grève se répand. L'ennemi désigné est le même : le système d'exploitation.

Certes, le mouvement a ses ambiguïtés. Les revendications mises en avant sont très diverses: augmentations de salaires, droit syndical, conditions de travail. Mais aussi volonté de renverser l'exploitation, de s'opposer à la violence de l'Etat. De construire un monde nouveau.

Dans une situation aussi riche, porteuse de bouleversements, à un moment où de nombreux ouvriers remettent directement en question le système capitaliste, un parti révolutionnaire a de lourdes responsabilités. Son rôle c'est de se mettre résolument à la tête du mouvement, de proposer des mots d'ordre, d'éclairer les ouvriers et de les organiser en force armée. De faire avancer la prise de conscience des masses et de montrer clairement la cible à atteindre: la révolution prolétarienne qui seule pourra effectivement nous libérer de l'exploitation.

Bref, de tout faire pour guider la classe ouvrière vers la victoire.

Or, que fait le PCF? Pour ne pas se couper de la classe ouvrière, il est contraint de se mettre en mouvement. Mais tous ses efforts vont inlassablement aller dans le même sens : limiter la lutte à une lutte revendicative négociable, acceptable par la bourgeoisie. Surtout pas d'aventure... Respectons les lois de la démocratie bourgeoise, limitons-nous à ce qui est possible... sous la dictature de la bourgeoisie !

Et c'est Grenelle, c'est-à-dire un accord signé en toute hâte entre le patronat, le gouvernement, les syndicats (CGT, CFDT, FEN). Un accord qui brade la force de dix millions de grévistes contre quelques promesses, quelques réformes que la bourgeoisie s'est empressée d'accepter pour voir l'"ordre" revenir.

Mais hélas, pour ces traîtres à la révolution, la classe ouvrière avait pris une certaine conscience de sa force. Elle ne savait peut-être pas très clairement la voie à suivre, mais la capitulation était trop manifeste.

Séguy sera copieusement sifflé par les grévistes de Renault-Billancourt et, déconfit, devra retourner voir ses maîtres capitalistes pour réclamer un peu plus de miettes. Et, alors les révisionnistes et le patronat organiseront les négociations branche par branche, pour mieux briser l'unité et la force du mouvement.

Cet échec cuisant, les révisionnistes ne sont pas prêts de l'oublier. Et pour eux, la seule issue c'est bien de casser ce mouvement que décidément, ils n'arrivent pas à contrôler.

. Dans un troisième temps, ils vont parachever leur travail dans ce but. En réclamant des élections, en acceptant celles proposées par De Gaulle le 31 mai, et en organisant systématiquement la reprise du travail par les procédés les plus infâmes.

Ces élections, la bourgeoisie les veut car elle sait bien que sur le terrain électoral, elle est gagnante. Une campagne déchaînée s'engage - campagne contre le "désordre", "l'anarchie". Tous les vieux mots d'ordre anti-communistes, tous les arguments de peur sont invoqués. Le PC, fidèle à la bourgeoisie, joue à fond le jeu. Et grâce à son appui, les élections ont bien lieu. Le combat change de terrain. Ce n'est pas dans les usines, au coude à coude, à l'assaut du pouvoir bourgeois que le PCF veut voir lutter la classe ouvrière. Non, lui et tous les bourgeois imposent le silence et la solitude de l'isoloir. Et le résultat ne se fait pas attendre : raz de marée pour la droite. Une fois de plus le PC a réussi à démoraliser la classe ouvrière, à l'entraîner sur le terrain où elle sera toujours perdante. Il a bien joué son rôle. La bourgeoisie peut lui être reconnaissante.

Prétextant qu'une campagne électorale doit se dérouler dans le calme, et osant affirmer que les revendications ouvrières sont satisfaites, dès le début juin, les révisionnistes vont déployer une énergie formidable pour briser la grève. Ils auront du mal d'ailleurs. Renault-Billancourt ne reprendra que le 17 juin, Citroën le 24, Usinor le 25. Le 10, les affrontements entre les flics et les grévistes de Renault-Flins soutenus par des militants de l'UJCML³ et des étudiants feront un mort. Deux morts par balle le 11 à Peugeot-Sochaux. Beaucoup de grévistes rentreront les larmes aux yeux et les poings serrés. Beaucoup aussi rentreront parce que la CGT leur mentira délibérément en annonçant la reprise générale et qu'ils se croient isolés, qu'ils ne voient pas d'autre solution.

Pourtant, au mois de juillet, le travail des réformistes est terminé. La production repart, le cauchemar de la bourgeoisie s'estompe.

Certes, le PCF y a perdu pas mal de plumes. Sa trahison a été manifeste pour de nombreux ouvriers. Il a perdu la moitié de ses députés à l'Assemblée Nationale. Mais il a quand même évité le "pire". C'est-à-dire - nous y reviendrons - comme les autres organisations ont été largement incapables de proposer une alternative juste à la classe ouvrière, il a réussi à rester le parti dominant sur la classe ouvrière.

Il va pouvoir tourner cette page sombre de son histoire et se mettre à préparer le programme commun de collaboration de classe.

Voilà la tactique du PC en 68. Elle n'est pas très différente de celle à laquelle nous venons d'assister en 78. En 77, le PCF s'est rendu compte qu'à force de s'avachir ouvertement dans les réformes, il apparaissait de plus en plus comme un appendice du PS. Sa domination dans la classe ouvrière risquait d'en être ternie. De nombreux ouvriers commençaient à se poser des questions et à comprendre qu'il avait abandonné toute perspective de renversement de l'exploitation capitaliste. Alors, le PC joue les durs. Il n'hésite pas à prendre le risque de perdre les élections pour redorer son blason de parti ouvrier.

La faillite des organisations "révolutionnaires" dominées par la petite-bourgeoisie.

Et pourtant, malgré toutes ces trahisons, on ne peut pas dire que la conscience révolutionnaire ait énormément progressé dans la classe ouvrière.

Là encore, pour comprendre ce phénomène, il faut revenir sur un enseignement de 68 : le rôle de la petite bourgeoisie.

Car on ne peut limiter mai 68 à un mouvement purement ouvrier. C'est aussi l'ensemble des salariés (grands magasins, banques, petits fonctionnaires des ministères, sécurité sociale, professeurs, journalistes, artistes, etc.) qui sont en grève et politiquement actifs.

Le mouvement est d'ailleurs parti des étudiants⁴.

³ UJCML: Union des jeunesses communistes marxistes-léninistes

⁴ Ce qui ne signifie nullement que ce baptême le maintenait d'office dans des limites petites bourgeoises. Nombre de mouvements révolutionnaires ou anti-impérialistes ont démarré ainsi. Et la révolte d'une partie de la jeunesse bourgeoise contre cette société d'exploitation et d'injustice est le signe de la dégénérescence idéologique d'une bourgeoisie incapable de présenter un idéal à ses enfants.

Toutes ces couches sont en mouvement. Elles vont apporter au mouvement leur point de vue, leurs aspirations, leurs hésitations et leurs préjugés. Elles vont entourer la classe ouvrière et l'influencer. D'autant plus facilement que depuis la trahison du PCF, la classe ouvrière a perdu son parti. Elle ne possède plus d'organisation de classe capable de la guider, capable de diriger la lutte de classe pour renverser l'Etat bourgeois et de maintenir son indépendance face aux autres couches et classes sociales.

La classe ouvrière ne va donc pas pouvoir résister à l'influence de toutes les idées bourgeoises que véhiculent ces couches en mouvement.

Ces couches s'opposent au capitalisme certes, mais non du point de vue de l'avenir du socialisme et de la dictature du prolétariat. Elles s'y opposent parce qu'exploitées ou maltraitées par lui. Mais c'est pour lui demander d'être moins brutal, plus démocratique, plus généreux ; lui demander d'accroître les petits privilèges qui les distinguent de la classe ouvrière ; bref, en général, pour demander des aménagements du capitalisme lui-même, pour rêver de façon utopique à un capitalisme sans Etat, sans police, sans crise, sans misère. Ces couches peuvent être des alliés du prolétariat dans telle ou telle bataille particulière contre le capitalisme, faire un bout de chemin avec lui. Mais, dans l'ensemble (et à l'exception des plus proches du prolétariat) elles hésiteront et souvent s'opposeront à la révolution socialiste. Car elles sont par nature hésitantes, oscillantes, utopiques et peureuses, colériques et versatiles, révoltées et soumises tout à la fois.

Ces couches sont politiquement actives. On en retrouve des représentants dans toutes les organisations "révolutionnaires" qui fleurissent alors.

On ne peut pas dire qu'il n'y a pas de chefs ouvriers en 68 au PCMLF, à la Gauche Prolétarienne ou au PSU. Comme nous l'avons vu, un certain nombre d'ouvriers, écœurés par le PC se sont retournés vers ces organisations radicales petites bourgeoises.

Mais, ce faisant, ils n'ont fait que se replacer sous la domination bourgeoise. Car, que proposent ces organisations ? Au-delà des intentions, c'est sur les faits, les mots d'ordre, les prises de position qu'il faut juger.

Et à y regarder de près, on retrouve dans leur ligne, dans leur comportement, les mêmes caractéristiques que celles que nous venons de rappeler à propos de la petite bourgeoisie. Nous ne pouvons pas dans cet article analyser par le menu le comportement de toutes les organisations en 68. Contentons-nous donc de caractériser globalement les principales tendances qui sont apparues.

Le courant anarcho-syndicaliste, incarné par exemple par le PSU et une grande partie de la CFDT. Leur mot d'ordre en mai ? «*Pouvoir populaire*», ou encore: «*Pouvoir ouvrier, pouvoir paysan, pouvoir étudiant*». C'est le vieux mythe de la prise du pouvoir par le bas. Il suffit de couper les jambes à la bourgeoisie pour qu'elle crève, alors que c'est la tête, le cœur qu'il faut viser... En fait de couper les jambes, ce sont des béquilles qu'ils proposent à l'Etat bourgeois!

Jugeons-en : contre les révisionnistes qui bradent les grèves, qui ne proposent que la voie électorale, une seule riposte : poursuivons la grève. Dans quel but ? Dans le but de continuer le mouvement ! Occupons les usines, créons partout des comités de base. Et ainsi, progressivement, par la grève générale, la bourgeoisie n'aura plus aucun pouvoir. Voilà leur raisonnement.

Or, la grève c'est une arme. C'est un moyen de lutter contre la bourgeoisie, un moyen de créer un rapport de force favorable au prolétariat, de renforcer son unité, sa combativité, d'arracher des revendications, des droits. Mais une grève seule n'enlève pas miraculeusement des mains de la bourgeoisie les armes de ses flics, les clés de ses prisons, et tous les instruments de sa dictature qui constituent l'Etat bourgeois.

Et mai 68 l'a bien montré. La bourgeoisie s'est opposée violemment à toute tentative de détruire son appareil d'Etat. Il est significatif par exemple que ce soit pour reprendre l'ORTF qu'elle a d'abord envoyé ses flics : l'ORTF, c'est la possibilité de pénétrer partout, dans chaque foyer, pour faire sa propagande,

déformer les informations et prêcher la paix sociale. Et ça la bourgeoisie en a besoin. C'est un pilier de sa domination. Si 1000 usines sont occupées, même gérées par les ouvriers, cela ne suffit pas. Pour de multiples raisons. Citons-en quelques-unes: ces usines occupées devront vendre leurs produits. Et donc être rentables... Leur gestion "ouvrière" sera obligée de respecter les lois capitalistes. Donc de rentabiliser, de licencier au besoin, etc... Et si vraiment elles font trop figure d'exemple, si elles deviennent dangereuses pour la bourgeoisie, avec quelles armes les ouvriers se défendraient-ils contre les CRS ? Les milliers d'ouvriers de Sochaux, malgré leur détermination n'avaient que des boulons et quelques fusils de chasse à opposer aux CRS le 11 juin. Ils n'ont pas tenu deux jours.

Le courant anarcho-sindicaliste n'est pas une invention de 68. C'est un vieux démon du mouvement ouvrier français. En quoi est-ce un courant petit bourgeois ?

C'est une conception qui gomme toute compréhension de la nature de classe de l'Etat, qui nie la nécessité de détruire cet instrument spécial de répression... et qui nie aussi la nécessité pour le prolétariat d'instaurer son propre pouvoir d'Etat pour réprimer toute tentative de la bourgeoisie de revenir en arrière, pour prendre les mesures nécessaires pour transformer la société...

C'est donc une conception **utopique**. Un rêve de transformation sans lutte armée pour détruire l'Etat, sans nécessité d'organisation, de Parti. Apparemment, ce mouvement s'oppose à la bourgeoisie. Mais il s'y oppose de façon partielle, inconséquente.

Il est dangereux car il s'appuie sur la volonté de lutte des ouvriers, révoltés, il semble appuyer cette lutte: il flatte la spontanéité. Mais il éloigne en fait la classe ouvrière de sa mission historique.

Ce courant est vivace. C'est certainement un de ceux qui à l'heure actuelle s'est le plus développé dans la classe ouvrière et dans certaines couches d'employés (banque par exemple).

Le courant "anti-autoritaire" représenté par la Gauche Prolétarienne. Ce mouvement a eu un écho certain dans la classe ouvrière. La GP organisait la révolte contre la hiérarchie, les petits chefs. Les "bonzes syndicaux"... Elle appelait, de façon souvent convaincante à la révolte directe et immédiate.

Ce mouvement avait certains aspects positifs. Il a certainement contribué à développer la combativité, mais lui aussi il ne visait pas les bonnes cibles : les petits chefs, au lieu de la classe bourgeoise. Les bonzes syndicaux au lieu du révisionnisme, courant bourgeois constitué, etc. Et une fois le grand mouvement de révolte retombé, il a laissé ses militants et ceux dont il avait gagné la sympathie, décontenancés, sans perspectives.

Là encore, on retrouve une caractéristique de la petite bourgeoisie qui s'enflamme devant la force de la classe ouvrière, peut être attirée par elle. Se révolte parfois très violemment contre les excès du capitalisme, mais est incapable d'avoir une vue à long terme.

Qui refuse la nécessité de la lutte implacable, quotidienne pour reconquérir patiemment la classe ouvrière en luttant non seulement contre les trahisons évidentes. Mais aussi contre toute l'idéologie révisionniste.

Qui refuse toute éducation de la classe ouvrière. "Pas de théorie" clamait la GP. Mais tous ses dirigeants étaient des intellectuels qui eux développaient jalousement leur théorie. La petite bourgeoisie intellectuelle tient à ses privilèges...

Le courant centriste représenté par l'Humanité Rouge (PCMLF). Nous disons "centriste" parce que la ligne petite bourgeoise de cette organisation se camoufle souvent sous des phrases de «gauche» d'apparence marxiste-léniniste. Ainsi, on ne peut pas reprocher au PCMLF de ne pas avoir sans cesse pris pour cible le révisionnisme. De ne pas sans cesse avoir proclamé la nécessité d'édifier un véritable Parti communiste. Mais cela ne suffit malheureusement pas.

Car, la ligne qu'il opposait à la trahison révisionniste n'était en rien une voie clairement prolétarienne. Que proposait HR en 68 ?

Quelques directives que la classe ouvrière avait déjà mises en œuvre spontanément comme "vive l'occupation des lieux de travail", "vive la grève illimitée". Ces mots d'ordre ne sont donc d'aucun secours au mouvement. Ils ne lui donnent aucune perspective nouvelle.

Et pour le reste, c'est le vague absolu. "Pouvoir populaire révolutionnaire" quand ce n'est pas "Unité à la base et dans l'action", ou, comme le PSU "Pouvoir ouvrier, pouvoir paysan, pouvoir étudiant".

Dans l'ambiance générale de mai 68, ne pas faire de propagande concrète sur la nécessité de la dictature du prolétariat, c'est renforcer les idées petites bourgeoises. Ces idées on les retrouve d'ailleurs directement dans la presse d'HR qui dénonce le "pouvoir des monopoles" (en 68, après la propagande du PC, cela ne pouvait viser que le seul gouvernement gaulliste) qui souhaite "le départ du président de la République des monopoles", etc.

Là encore la cible est fautive. Le mouvement dévoyé : ce n'est pas le gouvernement qu'il faut abattre, mais bien la classe bourgeoise et son Etat. Plus tard, HR passera de la lutte contre le Président de la République... à la lutte pour l'abrogation de la Constitution de 1958 !!!

Alors, dans ces conditions, l'appel permanent du PCMLF à le renforcer comme "Parti de la classe ouvrière" apparaît comme une formule rituelle et vide de sens. Qu'a de révolutionnaire un parti qui n'a pour unique perspective que de changer un gouvernement ou le texte d'une Constitution ?

Et la suite de son histoire - changements de ligne permanents jamais autocritiqués, scissions, querelles d'appareils, etc. - a bien montré quel était le ciment de cette organisation. Non pas une ligne prolétarienne ferme, non pas la volonté d'unir la classe ouvrière sur un programme de prise du pouvoir, de destruction de l'Etat bourgeois. Mais une ligne oscillante, suiviste par rapport au mouvement spontané, incapable de réaliser dans la classe ouvrière la rupture nécessaire avec le révisionnisme. Tous ces courants (et il faudrait aussi y rajouter les organisations trotskystes qui se comportent comme l'aile gauche du révisionnisme, comme des révisionnistes plus "radicaux") se retrouvent encore aujourd'hui, plus ou moins forts, plus ou moins camouflés.

Leur existence ou influence dans la classe ouvrière est due à la dégénérescence révisionniste qui a permis la pénétration de toutes les idées petites bourgeoises. Ils ont une certaine force et une certaine permanence qui est due à l'existence d'une importante base sociale: à savoir toute la petite bourgeoisie salariée, extrêmement nombreuse dans un pays impérialiste comme la France. Les masses d'employés, de petits cadres et petits fonctionnaires et aussi d'étudiants et professeurs.

Ces courants et leurs organisations (aujourd'hui les PCMLF, PCR, OCT, Lutte ouvrière, Ligue, PSU, etc.) ont pour fonction de freiner la rupture de la classe ouvrière avec le révisionnisme, de récupérer par des allures et des phrases de "gauche", par des pratiques plus combatives, les ouvriers en train de rompre avec lui. Mais, de fait, ils défendent l'impérialisme français par des théories comme celles des trois-mondes, ou de l'autogestion à la Yougoslave, ou anti-communistes et anti-parti, etc.

Aussi pour rompre avec le révisionnisme, il faut aussi rompre avec ces courants opportunistes plus subtils, "centristes". On ne peut rompre avec ces courants sans rompre avec leur base sociale, les couches petites bourgeoises.

A l'époque où nous travaillons à la reconstruction du Parti Communiste de la classe ouvrière, nous devons retenir cette leçon : il faut construire ce parti dans la classe ouvrière, il faut soigneusement empêcher que la petite-bourgeoisie révoltée n'envahisse notre organisation marxiste-léniniste, il faut unir à nous les ouvriers et autres révolutionnaires sincères qui sont trompés par les phrases des centristes, en les arrachant à l'opportunisme, en les séparant de ces organisations et de leurs chefs, dans un esprit d'unité révolutionnaire.

- Mai 68, c'est l'exemple de la FORCE DE LA CLASSE OUVRIERE.
- C'est l'exemple de la nécessité d'un nouveau PARTI COMMUNISTE pour répondre à la trahison révisionniste.
- C'est la démonstration de la nécessité de construire ce Parti non sur une base petite-bourgeoise, mais en regroupant avant tout les OUVRIERS D'AVANT-GARDE, en unissant les communistes qui se placent en théorie et en pratique sur les positions du SEUL PROLETARIAT.

POUR LE PARTI appelle les révolutionnaires à le rejoindre pour l'accomplissement de ces tâches.

Tout recommence à Flins

25-26 mai, les confédérations syndicales traîtres vont marchander à Grenelle avec la bourgeoisie le puissant mouvement gréviste contre des miettes.

27 mai, Séguy, venu proposer la reprise du travail à Renault-Billancourt, se fait siffler. La classe ouvrière éberlué découvre la trahison de ses chefs. Un temps d'hésitation marqué par quelques reprises du travail. Et puis, l'écho du 27 mai de l'île Seguin roule à travers toute la France : *On continue*. A Strasbourg et Mulhouse, les cheminots réoccupent les gares. Dans plusieurs endroits, des grèves arrêtées reprennent. De très nombreuses entreprises votent avec enthousiasme la poursuite de la grève. A Peugeot, les travailleurs refusent même le vote pour la reprise. La classe ouvrière ne croit plus que la révolution soit possible, mais l'idée qui domine, c'est qu'au point où on est, il faut vendre chèrement sa peau. Baroud d'honneur sans illusions, simplement pour la dignité, pour leur "en faire baver".

Dans ce combat qui l'oppose à la bourgeoisie, à ses mercenaires armés (les CRS) et à ses chiens couchants (les révisionnistes), la classe ouvrière va faire preuve d'une grande bravoure.

C'est ce que retracent, en quelques pages de leur livre "La France de 68" (Editions du Seuil) Alain Delale et Gilles Ragache⁵.

L'extrait ci-dessous rappelle l'exemple de Renault-Flins. Mais il y en a eu d'autres : Sochaux, Angoulême, et les nombreuses petites villes où les ouvriers se disputaient l'honneur de rentrer les derniers.

L'expérience de Flins est riche d'enseignements qui illustrent notre article sur mai 68 : la capacité de la classe ouvrière à briser les obstacles, y compris révisionnistes (en obligeant la CGT à accorder la parole aux étudiants). Sa capacité à prendre la tête de la lutte, à rallier d'autres couches à certaines de ses batailles par son initiative révolutionnaire. La nécessité du parti, de la direction prolétarienne : à Flins ce sont les forces marxistes-léninistes jeunes et inexpérimentées qui ont montré la juste voie de l'offensive ouvrière - même si elles ont été encore incapables de la guider jusqu'au succès. Enfin, Flins a aussi illustré cette vérité que la question des rapports entre les classes est une question de rapport de forces qui se règle par la violence et non par des lois ou par des votes.

«Tout recommence à Flins. »

A Flins, la direction de la Régie Renault décide de passer à l'offensive.

Les ouvriers français, pour la plupart récemment arrachés à la campagne normande, y sont appelés par dérision : les « betteraviers » par leurs collègues parisiens ; le taux de syndicalisation est encore faible Il semble, d'autre part, facile de faire pression sur les nombreux travailleurs immigrés, en les menaçant de licenciement, ce qui risque de leur faire perdre leur carte de travail.

⁵ Animateurs de la revue d'histoire populaire «Le Peuple français». Ce livre bien documenté est intéressant à lire pour mieux connaître les événements qui se sont déroulés en mai-juin 1968.

Le 5 juin, un vote patronal sur la reprise du travail est interrompu par les piquets de grève : les urnes, disent-ils, ont été «bourrées». A 3 heures du matin, le jeudi 6, 1000 CRS investissent les bâtiments, défoncent les grilles, coupent l'électricité et font évacuer les ateliers.

Quelques militants de l'UJCML, qui ont créé un groupe de «syndicalistes prolétariens CGT» dans l'usine, appellent tous les travailleurs et tous les étudiants de la région parisienne à venir manifester sur place. La confédération CGT condamne formellement toute idée de «marche sur Flins». Dans la journée du 6, des contremaîtres font du porte-à-porte et menacent de licenciement les ouvriers qui ne reprendraient pas le travail le 7 au matin. A la rentrée du lendemain, un «piquet dissuasif» est installé devant les CRS qui occupent toujours les abords de l'usine. Les quelques salariés qui ont accepté de pénétrer dans les ateliers ne tardent pas à en ressortir, et la direction doit reconnaître sa défaite: il lui est impossible de remettre l'usine en marche.

Un meeting, qui réunit 8 000 personnes, se tient à l'écart. A la demande des ouvriers et malgré l'opposition de la CGT, Alain Geismar et un représentant du 22 Mars prennent la parole. Les étudiants, disent-ils, n'ont qu'un désir : se mettre à la disposition des grévistes, et non diriger leur action. On décide, pour finir, d'aller renforcer le piquet dissuasif qui campe toujours face aux CRS. Quand la foule arrive à 70m de l'usine, les forces de l'ordre chargent avec une incroyable brutalité. La «bataille de Flins» est commencée; elle durera quatre jours.

Dans la région parisienne, le retentissement est immense. Pour beaucoup d'étudiants et de jeunes ouvriers, Flins représente un nouvel et dernier espoir : si la classe ouvrière se jette en masse dans l'action violente, le gouvernement et les partis politiques risquent d'être, cette fois, définitivement débordés. N'y a-t-il pas encore en France, à cette date, 3,2 millions de grévistes ? Le 22 Mars déclare: «L'avenir du processus révolutionnaire se joue à Flins». Spontanément, des milliers d'étudiants, de lycéens, de jeunes travailleurs tentent de gagner le «front» par des moyens de fortune.

Mais la CGT dénonce vigoureusement l'intervention de ce qu'elle appelle «les groupes Geismar, organisés quasi militairement» : «Ces provocateurs font le jeu du pouvoir, et participent à l'opération gaulliste destinée à gagner les élections grâce au parti de la peur». La CFDT, en revanche, se déclare prête à organiser un mouvement de solidarité de grande ampleur, avec la participation de l'UNEF, qu'elle traite en alliée de plein droit de la classe ouvrière. Le 7, une manifestation organisée par cette confédération s'achève place Wagram. Les responsables syndicaux suggèrent à leurs militants d'aller rejoindre les étudiants qui se rassemblent au même moment devant la gare Saint-Lazare.

Il y aura là 3000 manifestants, qui demandent aux cheminots d'affréter plusieurs trains spéciaux à destination de Flins. Refus de la CGT, majoritaire dans le dépôt. La manifestation se rend à Billancourt, où la CGT fait fermer les portes de l'usine Renault, et demande aux ouvriers de n'adresser en aucun cas la parole aux «provocateurs gauchistes». Un groupe de manifestants, décidément tenace, tente alors de se rendre au dépôt d'autobus de la porte de Saint-Cloud; il est dispersé par la police.

A Billancourt et ailleurs, nombreux étaient, pourtant, les ouvriers qui voulaient prêter main-forte à leurs camarades de Flins. Les délégués CGT ont tout fait pour les en empêcher, allant jusqu'à utiliser la menace, le chantage et, dans certains cas, la force.

La chasse à courre.

Autour de Flins, même hostilité de la CGT envers les manifestants parisiens. Un meeting se tient le samedi matin 8 juin aux Mureaux; les ouvriers de l'usine veulent à nouveau donner la parole aux étudiants. La CGT, qui n'a pas apprécié l'expérience de la veille, fait disparaître la sonorisation.

Les heurts, pourtant, se poursuivent. Au cours de la journée du vendredi, les CRS ont, par vagues successives, repoussé les manifestants sur plusieurs kilomètres ; un motard a été très grièvement blessé sur l'autoroute de l'Ouest. Du samedi au lundi, une chasse à courre, plutôt qu'une bataille coordonnée, se déroule dans les champs. Des hélicoptères survolent la région, des jeeps patrouillent dans la campagne; tout groupe de «manifestants présumés» est attaqué, encerclé, arrêté. Plusieurs milliers de jeunes se font «cueillir» à l'entrée de l'autoroute de l'Ouest. Sur place, des isolés trouvent asile chez les habitants, d'autres en sont réduits à se cacher dans les bois et dorment à la belle étoile.

La brutalité des CRS se fait de plus en plus évidente: les pneus des voitures étrangères au département sont systématiquement lacérés ; les pilotes d'hélicoptères tentent d'assommer les manifestants à coups de patins; des grenades lacrymogènes explosent dans les appartements ; le 7, un poste d'ambulance est attaqué à la grenade; le 10, le local de l'Union des syndicats est investi, ses occupants, ouvriers et étudiants confondus, alignés contre un mur et tabassés. Le lundi 10 après-midi, une dizaine de jeunes se sont réfugiés sur les bords de la Seine: ils sont encerclés par la police; pris de panique, ils se jettent à

l'eau ; d'après des témoins, ceux qui tentent de reprendre pied sont matraqués dans la vase. L'un d'eux coule : c'est Gilles Tautin, dix-sept ans, un lycéen membre de l'UJCML.

A l'annonce de sa mort, l'indignation de la population est énorme. Les CRS se trouvent en danger : on parle de les lyncher. Dès le lendemain matin, ils auront évacué les lieux.

Est-ce la fin de la lutte à Flins ? Le 11 au matin, un groupe d'ouvriers entre dans l'usine, comme pour reprendre le travail. Parmi eux, une centaine de syndicalistes prolétariens de l'UJCML qui bloquent les chaînes, hissent le drapeau rouge et publient une déclaration violemment hostile à tous les dirigeants syndicaux : «Pendant que les syndicalistes prolétariens de la CGT organisaient l'occupation, les dirigeants CGT et CFDT font tout pour saboter en douce». Les « bonzes syndicaux », arrivés à 16 heures, se voient refuser l'accès des ateliers. Ils recommandent alors l'évacuation de l'usine. Dans la nuit, la direction prononce le lock-out. Les négociations reprennent dès le 12 au matin.